

BAYROU DÉCLARE LA GUERRE À LA SÉCURITÉ SOCIALE.

Le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale que prépare François Bayrou pour la rentrée est une véritable arme de destruction massive contre la Sécurité sociale, avec pour conséquence une dégradation drastique des droits et des conditions de vie de toutes et tous.

En annonçant 5,5 milliards d'euros d'économies sur la santé, F. Bayrou prononce un véritable arrêt de mort pour l'hôpital public et prépare la fin d'une Sécurité sociale qui permette à chacun de se soigner selon ses besoins et non selon ses moyens.

Comme toujours, le gouvernement n'hésite pas à stigmatiser et culpabiliser les malades. Rappelons les propos choquants de Yannick Neuder, ministre de la Santé, sur BFM :

« C'est une chance en France que l'on puisse s'arrêter de travailler pour se soigner... »

Une « chance » ?! Une chance d'avoir un cancer et de pouvoir se soigner pour espérer survivre ? Une chance d'être malade et de ne pas mourir de faim ou perdre son logement grâce aux indemnités journalières ? Non ! Se soigner n'est pas une chance, c'est un droit, conquis de haute lutte par les travailleurs lors de la création de la Sécurité sociale et financé par une part des richesses qu'ils produisent, à travers les cotisations sociales.

Contrairement à la propagande gouvernementale, la Sécurité sociale ne souffre pas d'un problème de dépenses, mais bien d'un effondrement de ses ressources dû aux exonérations massives de cotisations sociales : 90 milliards d'euros en 2024 au profit du patronat »

Avec son plan d'austérité pour la rentrée F. Bayrou accélère la guerre de classe que mène E. Macron depuis deux mandats contre le monde du travail avec, au cœur, la Sécurité sociale qu'il veut abattre. Toutes les mesures vont dans ce sens :

- Passage de 3 jours de carences lors d'un arrêt maladies à 7 jours.
- Limitation d'un premier arrêt maladie à seulement 15 jours.
- Remise en cause des arrêts longue maladie et des ALD affections longues durée prise en charge à 100%.
- Doublement des franchises médicales de 50 euros à 100 euros.

- Fin de l'abattement de 10 % sur l'impôt pour les retraités en plus d'une baisse de leurs pensions en les désindexant.
- Année blanche pour toutes les prestations.
- Nouvelle réduction du temps d'indemnisation au chômage.
- Suppression de deux jours fériés.
- Remise en cause de la 5^{ème} semaine de vacances avec sa monétisation...
- Proposition d'une seconde loi travail dès l'automne qui laisse entrevoir une remise en cause du CDI...

Et cette liste s'allonge de jour en jour au gré des déclarations de chaque ministre...

En revanche aucune annonce sur les 211 milliards d'euros d'aides publiques données aux entreprises sans aucun contrôle alors que celles-ci battent des records de dividendes. Des aides publiques financées par l'impôt qui vont manquer à l'école publique par exemple.

Face à l'austérité de ce budget et la remise en causes de nos conquies, une seule réponse : le rapport de force par la grève et la mobilisation de masse.

Dès septembre organisons la riposte et le 9 octobre soyons tous en grève pour défendre la Sécurité sociale

**LA SÉCU A 80 ANS, DÉFENDONS LÀ À 100%,
TOUTES ET TOUS DANS LA RUE LE 9 OCTOBRE !!!**